

A notre avis ces analyses politiques et leur conséquence sur les tâches que se fixe le secteur, peuvent apparaître. Il fallait les pointer, car elles font partie d'un « système de pensée » cohérent.

## Le FUR

Lors du débat sur le travail étudiant, Jebracq, Delphin, Ludo, ont eu plus le souci de faire une critique systématique de la problématique de Roger et de pointer les divergences plus générales qui étaient apparues au travers du débat, que de définir les perspectives concrètes dans le travail étudiant. Leur critique de Roger et leur affirmation que la Ligue pouvait seulement organiser sur les facs son courant politique ne se traduisait pas automatiquement par la réduction de ce courant politique aux CR. Cela de fait ne pouvait que renforcer les tendances « sectaires » de l'orga issues du passé du secteur, ne pouvait être qu'un frein à la mise en place d'un travail de masse systématique. La motion majoritaire FNCL combattait clairement aussi les illusions de Roger tout en essayant de préciser le type d'instrument à construire ; l'état du débat sur le travail de masse explique son caractère ambigu qui est actuellement dépassé par l'approfondissement des discussions.

Il semble qu'un certain nombre de camarades parisiens reprennent le débat au niveau du choix entre FUR et FNCL, affirmant que la Ligue est capable de stabiliser en permanence autour d'elle ses seuls CR. Il nous semble que les divergences qui réapparaissent là avec les camarades parisiens, ne sont pas réglables à notre avis par le seul débat politique général sur notre travail de masse ; une fois surtout que les illusions de Roger ont été clairement combattues et que la place de la FNCL peut être définie sans équivoque comme notre courant politique.

Les divergences qui réapparaissent systématiquement dans les débats doivent être analysées en fonction des expériences politiques différentes. Non pas que nous accusions démagogiquement la direction parisienne étudiante de ne pas savoir faire du travail de masse. Mais la

réalité du mouvement étudiant parisien ne recoupe pas celle de la province : les rapports de forces entre groupes politiques (en particulier en faveur de la Ligue) y apparaissent moins, les batailles politiques y sont plus fortes et la référence directe aux organisations plus marquée.

Autant de facteurs qui expliquent peut-être la difficulté de stabiliser autour de soi autre chose que des sympathisants stricts. Alors qu'en province la situation est différente en partie : le rapport de forces plus clair en faveur de la Ligue, les batailles politiques moins fortes en groupes politiques, etc., permettent le dégagement autour de la Ligue d'une « mouvance », d'un courant plus large que ses sympathisants stricts, surtout face à la décomposition des courants centristes. Argumentation bien rase-bitume, diront certains ; comment expliquer alors les divergences systématiques qui sont apparues entre une majorité de la direction parisienne et la grosse majorité de la province ? Comment expliquer qu'une fois acquise une problématique commune dans la définition générale de notre travail de masse (en particulier une critique claire des propositions que faisait Roger), la définition concrète de ce travail pose sans cesse problème ?

\* \* \*

Certes le congrès doit trancher sur la problématique générale de construction du parti et non pas discuter en détail de l'intervention par secteurs. Mais notre amendement se justifie par la nécessité d'un choix clair du congrès sur le travail étudiant. Au risque sinon d'être complètement immobilisés par la suite.

Anthony - Kemal  
Toulouse, le 29.10.72

(1) C'était là le sens de l'amendement proposé par Anthony à la résolution sur le travail étudiant. Il n'y a là aucune volonté comme le dit Roger de supprimer les CR.

## Sur les contributions aux débats de secteur

Il était initialement prévu de sortir en BI les contributions qui relevaient du débat central sur les thèses : ainsi furent repoussées les contributions sur les débats de secteurs. Nombre de camarades qui avaient des choses à dire sur cette question s'auto-censurèrent et ajournèrent tout travail de rédaction. Seuls quelques textes sectoriels parvinrent dans les délais accordés pour le débat général : ces textes provenaient de rédacteurs qui ignoraient les clauses de parution des BI et ils furent ajournés conformément aux décisions de toutes les instances (BP, CC, commission du Congrès).

En acceptant à *posteriori* de publier ces textes, sous prétexte qu'ils étaient arrivés dans les délais (déjà dépassés) le CC a créé une situation absurde d'un certain point de vue : la parole est à ceux qui n'ont pas tenu compte involontairement des précédentes règles, elle est enlevée à ceux qui se sont volontairement auto-censurés

pour les respecter. Ainsi il n'est pas possible de répondre aux textes Anthony-Kemal, Sirius, etc... aujourd'hui, alors que s'ils avaient su que de tels textes paraîtraient, nombre de camarades auraient déposé leurs réponses - toutes prêtes - « dans les délais », eux-aussi. Le résultat est que les textes parus dans ce BI étudiant risquent de ne donner qu'une vision unilatérale des débats.

Les camarades qui seraient surpris de voir une polémique demeurée sans réponse ne doivent en rechercher la raison que dans cette anomalie organisationnelle.

Le texte qui suit a donc été écrit, puis ré-écrit sous forme d'un bilan, à la hâte. Il faut tenir compte de ces conditions et du cadre imposé pour apprécier les limites du texte.

Roger.